

Les paradigmes de la théorie du développement en contexte de mondialisation

Prof. Saïd Boumendjel

Faculté des sciences économiques et sciences de gestion

Université Badji Mokhtar d'Annaba

Résumé

La théorie économique est riche en tentatives explicatives du fonctionnement de l'activité économique humaine. Les thèses dominantes, dans l'explication des processus de formation du sous-développement, se sont toujours opposées autour de la notion de valeur. Avant même que n'émergent les premiers bourgeons de la mondialisation économique et financière actuelle, toute explication véritable des efforts de développement passait nécessairement, par les deux volets explicatifs du sous-développement: le premier évoquant la question de l'investissement et le second faisant allusion aux relations économiques internationales et, donc, au commerce extérieur.

Aujourd'hui, "Face à la mondialisation qui s'accélère, les "actifs immatériels" constituent une source clé d'avantage concurrentiel. Le capital, en lui-même, n'est pas le seul à dominer le processus de croissance et de développement des économies modernes. De plus, la théorie libérale finit par se retrouver sur le plan externe en porte-à-faux avec ses propres thèses sur la spécialisation internationale et les bienfaits de la division internationale du travail.

Sommes-nous devant un paradoxe ?

Introduction

La théorie économique est riche en tentatives explicatives du fonctionnement de l'activité économique humaine. Par la réflexion perpétuellement renouvelée, par l'analyse des faits et des phénomènes sans cesse réactualisée et enfin par l'élaboration de modèles qui représentent schématiquement l'objet d'études, la théorie économique tente de faire le lien avec la réalité. Il apparaît quelquefois l'impossibilité d'accéder à ce lien et, de fait, la réalité des pays sous-développés (PSD) a souvent été assez difficile à cerner.

Dans tous les cas de figure, l'éclectisme a été roi chez la plupart des chercheurs même si aucun d'eux ne l'avoue expressément.

Nonobstant cette remarque de méthodologie, les thèses dominantes dans l'explication des processus de formation du sous-développement ont toujours conçu le phénomène du sous-développement, selon

ملخص:

إن النظرية الاقتصادية غنية بمحاولات تفسير النشاط البشري. و الأطروحات السائدة في تفسير تكوين التخلف قد تناقضت حول مفهوم القيمة قبل ظهور أول بذور للعولمة الاقتصادية و المالية الحالية. كان التحليل منصبا على تفسير مجهود التنمية الذي يمر حتما بمظهرين أساسيين للتخلف، الأول منهما يتعلق بالاستثمار، والثاني يشير إلى العلاقات الاقتصادية الدولية، المعتمدة أساسا على التجارة، إذ أصبحت الأصول اللا- مادية تمثل المصدر الرئيسي للميزة التنافسية.

فالرأسمال نفسه ليس العامل الوحيد المتحكم في السيطرة على عملية النمو والتنمية في الاقتصاديات الحديثة.

Djebari, « comme le corollaire de la non réalisation des présupposés du capital de façon totale ou partielle, c'est-à-dire l'expropriation violente des producteurs directs, la libération de la force de travail, la généralisation des échanges (la force de travail se transformant elle-même en marchandise) et la monétarisation de l'économie par des voies extra-économiques. » (Djebari, 1991).

وعلاوة على ذلك ، في نهاية الأمر ، تجد النظرية الليبرالية نفسها على المستوى الخارجي في موقف محرج مع أطروحاتها الخاصة بالتخصص الدولي و التقسيم الدولي للعمل . و هنا مكن المفارقة.

Pour Djebari, donc, ce point de vue a été largement défendu par les partisans du courant tiers-mondiste des années 60-70 tels que Samir Amin qui soutenait que le phénomène du sous-développement n'était rien d'autre que le résultat de la persistance de phénomènes relevant de l'accumulation primitive au bénéfice du centre.

D'une part, l'absence de développement des forces productives est, en dernier ressort, le résultat des contradictions internes du système social, contradictions qui bloquent la réalisation des présupposés du capital, éludant de facto la réalité de l'économie mondiale. D'autre part, le sous-développement est plutôt le résultat des transferts de valeur de la périphérie vers le centre dans le cadre de mécanismes qui relèvent d'une accumulation primitive et renouvelée à l'échelle mondiale, expurgeant ainsi les contradictions internes propres aux formations sociales périphériques (Djebari, 1991, p3).

Dès les années soixante-dix, les économistes du développement faisaient déjà référence à deux sortes de blocages du développement, l'une étant interne au système et l'autre lui étant exogène : ce sont là les deux paradigmes mentionnés par Bornschier Volker en 1983 pour rendre compte des disparités dans la répartition des richesses. L'un d'eux peut être taxé de « paradigme du niveau de développement » et l'autre de « paradigme de l'économie mondiale ». Certes, des tentatives de convergence et de conciliation entre ces deux thèses ont été faites par de nombreux auteurs. D'après Djebari, Raffinot serait de ceux qui, en abordant la situation de l'économie algérienne, avait écrit à ce propos que « dans le cas de pays capitalistes sous-développés, la dynamique socio-économique ne peut s'analyser qu'à partir des phénomènes d'accumulation dite primitive du capital, accumulation qui perdure dans le cadre de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale. ». Nous entrevoyons clairement ici la référence au dualisme ainsi que l'allusion faite à l'économie-monde des années quatre-vingt. Donc, avant même que n'émergent les premiers bourgeons de la mondialisation économique et financière actuelle, l'interprétation théorique des efforts de développement passait par ces deux volets explicatifs, à savoir l'investissement et le commerce extérieur. Or, nous ne pouvons pas dire que des auteurs comme Marx, Smith, Malthus et justement Ricardo en ont fait moins. Croissance et échange international, ces deux mamelles de la politique économique de développement, n'ont jamais vraiment été absents de l'analyse quel qu'en soit le courant.

Parallèlement à cette dualité analytique, les chercheurs économistes s'étaient opposés sur le plan de l'idéologie. Nombreux sont ceux, comme Wallerstein (1979), qui estimaient par exemple que la théorie économique du XX^{ème} siècle a eu droit, dès les années 50-60, à l'affrontement entre deux grandes tendances idéologiques : la tendance bourgeoise et la

tendance de gauche, la première invoquant le système qui accorde la priorité à "l'homme aux écus" qui investit et crée des emplois et la seconde préférant le système socialiste. La différence entre ces deux systèmes a été bien mise en évidence par le professeur Austruy, fondateur du CEDIMES à Paris.

1-Le *système capitaliste*, écrit Austruy (1992, p97), invoque le type d'organisation basé sur la valeur-rareté comme référence : il s'appuie sur la logique des marchés, indicateurs des raretés relatives et indicateurs des tactiques et des stratégies propres à les combattre le plus efficacement. (...) L'antinomie entre les exigences égalitaires de la « consommation » et les exigences inégalitaires de la « production » vicie la logique de ce type d'organisation et surtout elle implique le recours à un jugement des autorités responsables sur les inflexions à donner pour rendre la logique de la consommation et la logique de la production *comparables* dans le réel puisqu'elles sont contradictoires dans l'absolu.

2-Quant au *système socialiste*, poursuit Austruy (1992, p97), il revendique un type d'organisation issu de la valeur-travail socialement nécessaire comme justification et modèle d'évolution. Mais, pour que la valeur travail socialement nécessaire soit représentative et non la traduction subtile de normes établies par les pouvoirs centraux, centralisés et totalitaires, il faut faire intervenir dans la notion de « nécessité » les préférences pondérées de l'ensemble des citoyens. Dans ce cas, nous abandonnons la cohérence du type d'organisation basé sur la valeur-travail pour faire des emprunts au type d'organisation basé sur les raretés.

Ne pas avoir réussi à trouver une mesure commune de la valeur des « choses utiles à la vie » restera comme l'une des grandes lacunes de ce système explicatives de sa déroute, malgré tous les efforts entrepris notamment par les successeurs de Ricardo, et particulièrement Piero Sraffa.

Le premier système tient de la conception ensembliste de l'économie politique tandis que le second relève de la conception systémique. Progressivement, parce que les uns désirent s'imposer aux autres et réciproquement, toutes leurs théories, de droite comme de gauche, ont fini par s'écarter de la rigueur scientifique et objective qui les avait pourtant soutenues lors de leur apparition.

L'on imagine pourquoi la perception théorique de la mondialisation économique des années 80-90 allait plutôt déboucher sur l'imprévision de la catastrophe financière et bancaire de 2008-2009.

1^{ère} partie : L'échec patent des théories économiques

De façon globale, toutes les théories économiques avaient comme objectif de découvrir les lois du fonctionnement de l'activité économique afin de permettre aux agents économiques de la maîtriser dans le sens de la satisfaction de leurs besoins et d'assurer ainsi le bien-être collectif de la société. Cependant, l'auteur d'une doctrine économique de droite comme de gauche n'appréhende jamais les problèmes et les difficultés du monde qu'en fonction de son propre destin, d'où une vision étriquée du monde.

1.1- Les erreurs et désillusions des thèses libérales

Pour ce qui est des théories bourgeoises, il est clair que leur critériologie et leur typologie du sous-développement ne reflétaient en définitive qu'une certaine perception des uns de la misère des autres.

Une telle conception du phénomène sous-développement par des riches ne devait que ternir leur compréhension de l'effort de développement de ces autres peuples souvent taxés de barbares, c'est-à-dire étrangers à toute civilisation, alors que ces peuples voulaient tout simplement évoluer selon leur propre mentalité et, surtout, rester libres chez eux, libres de leurs actes et de leurs décisions, libres de choisir les stratégies qui leur convenaient. Economiquement parlant, il s'agissait de rester libres d'adopter le modèle de consommation qui leur sied le mieux. Politiquement parlant, libres d'adopter le système de régulation qui leur convient et qui leur permet de demeurer indépendants des systèmes étrangers (colonisation, impérialisme).

N'est-ce pas Alexis de Tocqueville (1805-1859), ce parlementaire respecté et académicien titré, qui faisait de la colonisation de l'Algérie "une question de salut public et d'honneur national" ? N'est-ce pas lui qui, à deux reprises, manifestait malencontreusement son racisme : ainsi, écrivait-il en 1841 : "Je crois de la plus haute importance de ne laisser subsister ou s'élever aucune ville dans les domaines d'Abd El-Kader⁽²⁾(et de) détruire tout ce qui ressemble à une agrégation permanente de population"(le Monde.fr du 22 avril 2005)

La colonisation justifiait donc l'écart grandissant entre les deux catégories de populations, celle des indigènes et celle des colons. Par analogie, de nos jours, les différences sont résumées par une seule expression : la mondialisation économique.

A l'évidence, les peuples développés et industrialisés auraient commis au moins deux erreurs fatales : la première, celle d'avoir « sacralisé » leurs propres valeurs et la seconde, celle de les avoir exportées ailleurs en cherchant à les « imposer » aux autres. La colonisation de peuplement soutenant la colonisation économique, du coup, les théoriciens bourgeois du sous-développement ont fini par perdre tout réalisme dans la perception des faits. Partant de là, les théories bourgeoises considèrent toute économie sous-développée d'économie tout simplement dualiste. Et, comme il n'y a pas de communication entre les deux types d'économie juxtaposées, le courant de la civilisation de progrès n'est jamais passé. A ce titre, Austruy (1992,p72) nous fait clairement comprendre que les théories bourgeoises considèrent l'état du sous-développement comme une situation caractérisée par l'absence d'agents de transmission de ce courant de civilisation, représentés selon lui des trois hommes essentiels à la propagation du courant de la civilisation du progrès : l'enseignant, le médecin et l'entrepreneur. Ce qui est paradoxal en ce début de millénaire, c'est que le sous-développement persiste encore alors que ces trois agents existent un peu partout ou, du moins, ils peuvent exister grâce au développement des nouvelles technologies d'information et de communication à travers le monde.

La première erreur tient de ce que la « critériologie » bourgeoise du sous-développement a surtout permis aux services de l'ONU et à leurs commanditaires de classer de façon abusive les PSD, en fonction de caractères souvent choisis à partir d'une analyse préalable donnant l'apparence d'une rigueur scientifique mais qui malheureusement aura toujours pêché par un manque de réalisme flagrant, volontaire ou non. Le but inavoué est sans doute celui de se donner bonne conscience devant la catastrophe humaine mondiale qui s'annonçait avec les prémisses de la mondialisation économique qui ne disait pas encore son nom. D'ailleurs, depuis la crise financière de fin 2008 et ses effets nocifs de 2009, les pays riches cherchent à associer les pays émergents et les pays pauvres à une vision plus commune de l'économie.

Quant à la « typologie » bourgeoise des PSD, elle aura surtout consisté en la présentation du phénomène de sous-développement dans toute sa diversité, ce qui a eu pour conséquence

d'en masquer l'unité et de bloquer, sans doute, toute recherche sérieuse qui aurait permis aux générations montantes de la fin du vingtième siècle de dégager de nouveaux concepts fondamentaux. C'est ce travail qui leur aurait permis de dénoncer les contradictions d'une certaine tendance bourgeoise conspiratrice car la totale séparation des deux mondes, ou leur ignorance mutuelle, était un fait d'évidence, et l'impérialisme n'en serait pas lui seul responsable. Serait-ce plutôt de l'*autisme économique* ?

Aux yeux des gens dits « civilisés » de l'Occident, ces héritiers des philosophes du « *Siècle des Lumières* » ou ceux des « *Révolutionnaires de 89* » ayant été à l'origine de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, il est clair qu'il y a là comme un hiatus inadmissible. C'est à croire, selon eux, qu'un séisme mental ou une amnésie quelconque avait démoli les facultés de raisonnement des peuples dits arriérés, d'où leurs limites incompréhensibles à tout système cartésien.

Mais, le marché, produit du cartésianisme occidental, n'a-t-il pas lui aussi failli à sa mission qui consistait à harmoniser les desiderata des uns et des autres ?

Il est évident que les théories avancées par le courant libéral restent fort intéressantes et demeurent utiles pour la recherche ultérieure. Il faut les connaître pour pouvoir les maîtriser et les dépasser car on ignore trop souvent que la pensée libérale, c'est tout sauf le laisser-faire. Il faut admettre que cette tendance a, sciemment ou non, relativement négligé certains aspects du phénomène de la croissance. Dilemme ou contradiction, en tous cas l'analyse bourgeoise a été incapable de résoudre ses problématiques. Pire même, elle s'est laissée aller à son instinct inné de la recherche du profit dans les zones de moindre développement, confirmant la thèse de Rosa Luxembourg (1871-1919) qu'ils avaient reniée avec l'ensemble de la doctrine marxiste. En ce début du XXIème siècle, la désillusion est totale. "*Aujourd'hui, le ralentissement économique est général. Il n'affecte pas seulement les Etats-Unis et l'Europe*", ces champions de l'économie capitaliste développée et industrialisée, "*dont la croissance se rapproche de zéro. Les pays en développement, et surtout les plus pauvres, subissent de plein fouet l'augmentation du prix des produits de base - agriculture, énergie... -, lesquels devraient durablement rester à des niveaux élevés*". (RAVIGNAN, 2008)

1.2- l'échec spécifique des théories de gauche

En ce qui concerne la tendance de gauche, même s'il semble facile d'admettre la rigueur scientifique de leurs fondements de départ (avec à la base, la théorie ricardienne de la "valeur-travail"), il nous faut aussi reconnaître que leurs théories s'étaient vite transformées en « *outils d'embrigadement et d'influence idéologique* » (Dahmani, 1987).

Pourtant, à leurs débuts, les penseurs socialistes avaient donné la réplique aux thèses néolibérales de manière un peu plus scientifique et les lois découvertes par Marx sont en train de revenir en surface depuis le déclenchement de la crise financière actuelle. Cependant, les auteurs de gauche n'avaient pu finalement ni percevoir, ni pressentir l'émergence de la mondialisation, abandonnant les petits pays de la périphérie à leur destin, ces "*damnés de la terre*"⁽³⁾. Ils avaient prédit la disparition du capitalisme en n'ayant pas compris que "le capitalisme a toujours évolué par crises successives et (que) l'une de ses forces est d'assurer sa survie en se transformant. À chaque crise surgissent des mécanismes de correction et, bien souvent, des innovations technologiques." (Montbrial, 2009)

Certes, il ne serait pas totalement erroné de reconnaître leur supériorité sur le plan de l'analyse macro-économique, notamment dans l'explication du concept de surplus

économique, de son apparition à partir du sur-travail et, surtout, de son utilisation dans le procès de reproduction sociale. Mais, l'erreur de ces théories de gauche a été d'avoir progressivement mis de côté deux séries de déterminismes économiques fondamentaux :

1-d'abord, ceux qui avaient été proposés par Ricardo (1772-1823), à savoir la recherche en termes économiques d'une *unité de mesure commune* et, donc, d'un étalon invariant de la valeur ;

2-et ensuite, ceux qui avaient été énoncés par Marx (1818-1883): d'une part, la sous-consommation ouvrière qui, en pays développé, donne naissance à des crises de surproduction et, d'autre part, la baisse tendancielle des taux de profit due au progrès technique et à la concurrence.

Devant leur incapacité à « faire valoir une unité invariante de la valeur », malgré un certain renouvellement dans les années 60-70, les théories dites de gauche ont fini par verser beaucoup plus dans l'*idéologique* et le *politique*, allant ainsi jusqu'à négliger, entre autres valeurs, la culture et la civilisation propres à chaque formation sociale et les récents événements en Tchétchénie, Afghanistan et Bosnie-Herzégovine, entre autres l'attestent.

Et c'est ainsi, comme l'avait souligné Wallerstein (1979), que cette pensée de gauche s'était heurtée au moins à deux phénomènes importants, c'est-à-dire :

1-tout d'abord, le révisionnisme, en particulier dans le domaine des rapports entre pays socialistes et pays dits du Tiers-monde, ce qui a eu pour effet de mettre en relief un nouveau type « d'impérialisme » même s'il était différent de celui des pays capitalistes : c'est ce que la critique chinoise nomma « le social impérialisme ».

2-ensuite, le revirement des systèmes politiques représentatifs de la pensée marxiste, notamment, dans les années 60 avec les réformes Libermann (et la nouvelle conception du profit), et auxquelles, aujourd'hui, nous ajouterons celles des années 80 couronnées par la *Perestroïka* soviétique, puis la démission de son auteur Gorbatchev et enfin la disparition de l'ex-URSS.

Ainsi, donc, le monde s'attendait sans doute à voir un jour ou l'autre la chute du système dit *capitalo-impérialiste* de l'Occident qu'on qualifiait de source de tous les maux. En fin de compte, c'est le Mur de Berlin qui s'effondre en novembre 1989 ; et c'est ensuite le Bloc soviétique qui s'effrite en 1991 tout en s'entre-déchirant (Afghanistan, Tchétchénie) ; c'est enfin la Yougoslavie qui, juste après, assiste, impuissante, à la guerre civile et à son éclatement (Croatie, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo) ; en un mot, c'est tout le système socialiste qui est vilipendé aussi bien par ses adversaires traditionnels de droite que par ceux-là mêmes qui en étaient les janissaires, les destinataires ou même les bénéficiaires.

La chute du bloc dit communiste et socialiste sonnait le glas de cette idéologie de gauche au profit de celle de droite, celle-ci avait tout pour confirmer sa domination.

1.3-Les lois du réel en porte-à-faux avec la théorie

Sur le plan interne, la théorie libérale d'origine classique aura été peut-être la première à reconnaître l'importance du facteur *travail* dans le processus de production des "*richesses des nations*". Sur ce plan, William Petty, Adam Smith et David Ricardo auront été les précurseurs les plus connus. Dans son ouvrage sur l'histoire de la pensée économique, Henri Denis (1967) en avait fait la démonstration au fur et à mesure qu'il exposait leurs thèses.

Cependant, cette idée fondamentale du facteur travail a été totalement mise de côté par la suite lors de l'analyse du sous-développement. La théorie bourgeoise s'est expressément limitée analytiquement pour ne plus considérer le sous-développement que comme un

simple état de fait qui, comparé à ce qui se passe en pays développé, serait alors susceptible d’être corrigé grâce aux diverses méthodes empruntées au monde occidental, spécialement le monde euro-américain.

Dans "*Suicide ou survie de l'Occident*", L.J. Lebret (1968) écrit que "*Le capitalisme va à ce qui rapporte le plus et non à ce qui est le plus nécessaire. Le nécessaire, d'ailleurs, dit-il, est ce qui apparaît nécessaire aux pays riches et non le nécessaire absolu aux pays où sont localisées les ressources.*" Cet auteur avait-il pressenti l’extension des modèles classiques et néoclassiques au reste du monde à travers la multiplication des échanges économiques internationaux, dont le rythme de croissance allait surpasser celui du PIB mondial comme le montre le graphique suivant.

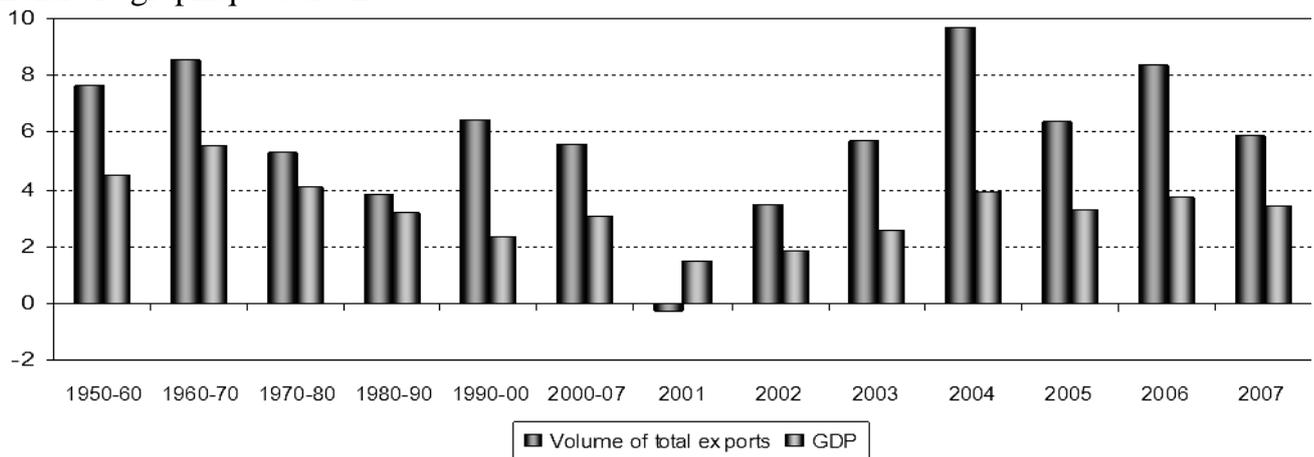


Figure 1. Exportations mondiales de marchandises et PIB de 1950 à 2007 (Annual percentage Change)⁽⁴⁾

Certes, comme l’écrit Austruy (1992, p105), aucune société n’est aujourd’hui hors de portée du message émis par l’Occident, ce qui est fort bien. Un homme averti en vaut deux : il en va de même pour le pays dans son ensemble. Mais, il est à craindre que l’intensité du message, jointe souvent à son caractère élémentaire, détruit la personnalité de l’autre, au lieu d’appeler sa réponse. C’est ce qui est à craindre aujourd’hui avec l’exacerbation de la concurrence en contexte de mondialisation. Et, comme Hervé René Martin (2003), l’on se pose la question : qu’est-ce que la mondialisation surtout pour ceux qui la subissent ? ?

"Nous vivons tous aujourd'hui sous le règne de ce que nous appelons la *Mondialisation*, sans pour autant savoir que ce terme recouvre exactement. Connait-on par exemple ses effets sur le contenu de notre assiette: des aliments transgéniques à la vache folle, en passant par les édulcorants de synthèse et leur propension à nous provoquer des tumeurs au cerveau? Sait-on à quel point elle participe de la croissance du chômage, de la violence urbaine et de la montée de l'extrême droite dans les pays du Nord? Mais aussi de la déforestation, de la famine, et du retour de l'esclavage dans les pays du Sud? A-t-on idée de son influence sur nos conditions de travail, le niveau de nos salaires ou encore le taux de faillite de nos entreprises? Mais si la question peut paraître naïve, la réponse se révèle, elle, beaucoup plus inquiétante."

La mondialisation est pratiquement un changement de nature. Nos habitudes culinaires, nos comportements culturels et notre vision de l’avenir sont soumis aux aléas des

informations qui nous assaillent à travers le développement fulgurant des moyens de communication et de transport. Personne n'est à l'abri d'un choc exogène ni des mauvaises surprises, pas même les PDI, pays riches de la planète. Les « *trois mondes* » de Jacques Attali (1981) sont très largement dépassés : après la foi, la force et l'argent qui faisaient et défaisaient le pouvoir des puissants, le génie (le savoir) s'impose avec la mondialisation.

Aujourd'hui, "*Face à la mondialisation qui s'accélère, les "actifs immatériels" constituent une source clé d'avantage concurrentiel. Ce sont les savoir-faire spécifiques et exemplaires, la marque (réputation), les réseaux de relations privilégiées, qui constituent les nouveaux avantages comparatifs.(...) Cela explique la guerre des "talents" managériaux engagée par les grandes entreprises : leur aptitude à anticiper et à exploiter les opportunités de la mondialisation, mais aussi à en déjouer les risques, repose largement sur leur capacité à attirer et développer ces talents.(...) Ainsi, parce qu'ils permettent d'exploiter au mieux les actifs matériels, ces avantages comparatifs immatériels constituent les accélérateurs de la performance économique et boursière de l'entreprise.*" (Duschene). Le capital, en lui-même, n'est pas le seul à dominer le processus de croissance et de développement des économies modernes. En effet, l'économie du capital a cédé la place à l'économie du savoir.

Comme l'écrit R. Bouriche (2007), Docteur algérien en sciences politiques (politologue), force est de dire qu'il y a urgence aujourd'hui de s'orienter vers un mode de gouvernance fondé sur la mobilisation des savoirs et cela pour mieux gérer les projets et les moyens du pays dans une approche en faveur d'une concrétisation accrue du développement. Ce conseil nous paraît d'autant plus urgent que le savoir et les NTIC ne sont pas facilement exportables. Le Sud éprouve de grandes difficultés à accéder aux savoirs et aux informations stratégiques, d'où une répartition inégale dans l'économie de la connaissance comme le montre le graphique suivant :

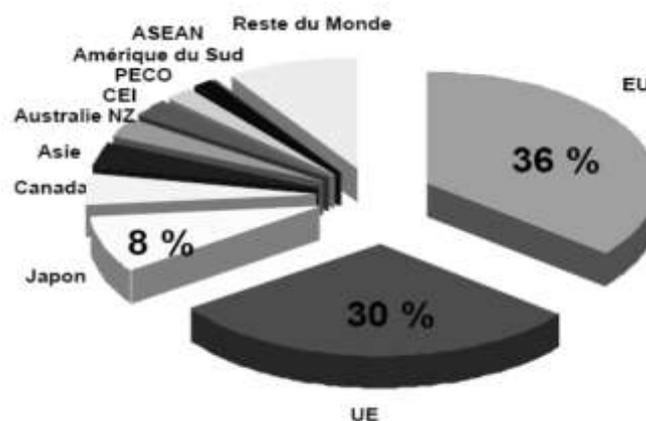


Figure 2 : répartition inégale du savoir dans le monde

Source : Un monde qui se globalise (1995) :

www.iav.ac.ma/general/activites/udet2k2/actes_udet2k2/ghersi.pdf -

À l'heure de la société mondialisée du savoir, ce qu'on appelle aujourd'hui la fracture numérique constitue un réel paradoxe de la mondialisation. Où sont donc les théorèmes de l'échange international classique ? Du Nord au Sud, lit-on sur la presse (Bouzidi, 2009), la réponse des gouvernements à la demande croissante d'accès et d'utilisation des TIC est déséquilibrée jusqu'à être caduque, pour certains pays, on parle aussi de « fossé technologique » entre le Sud et le Nord.

Cette répartition du savoir justifie à elle seule l'hégémonie nord américaine (et européenne) et explique les germes du phénomène de domination.

En fait, selon Erbès Robert, la domination repose sur la constitution et l'exercice de six types principaux d'oligopoles. Dans un ouvrage intitulé « *L'intégration économique internationale* » (PUF, 1966), Robert ERBES évoquait la notion de domination en la reliant au phénomène de l'oligopole. Selon lui, participer à l'un de ces oligopoles, c'est accéder au statut de dominant. Citons les.

1-L'un de ces oligopoles est celui des armes décisives.

2-Un deuxième oligopole est celui de la recherche scientifique et technique et de l'innovation.

3-Il y a un troisième oligopole, qui est celui de la communication.

4-Un quatrième oligopole est celui des modes de gestion.

5-Du point de vue commercial, un petit nombre d'acteurs exercent une influence déterminante (cinquième oligopole).

6-Il faut enfin parler d'un sixième type d'oligopole : l'oligopole financier."

Dans ce cadre, il a été surtout question du démantèlement de l'État providence aux États-Unis avec le Reaganisme, de sa politique de dérégulation appliquée et de la domination des oligopoles US.

De là, nous tirons cinq conséquences importantes pour la suite de l'analyse :

§1-La première conséquence, c'est que, s'éloignant de la doctrine pacifique du libéralisme d'origine, l'on tend de plus en plus à étudier l'économie internationale en termes de conflits, coalitions, partenariats entre grands acteurs : les États et les FMN principalement : la politique économique est assimilée à la stratégie militaire.

§2-La seconde conséquence est que, au lieu de concurrence atomistique, nous vivons désormais dans un Monde sous tutelle de trois continents (la Triade)

§3-La troisième conséquence est qu'il y a faillite à peu près totale des divers modèles théoriques classiques et néoclassiques et des essais de prévision en matière d'échanges mondiaux : ce sont des oligopoles qui vont imposer leur mode de fonctionnement des relations économiques internationales à tout le reste de leurs partenaires.

§4-La quatrième conséquence est que de nouvelles formes de travail supplantent le fordisme du 20^{ème} siècle et imposent l'économie de la connaissance : dans le post-fordisme, on parle de « FLEXIBILITE » car le type de force de travail "idéale" est celle qui possède un haut niveau d'adaptabilité aux changements de rythme et de lieu, une force de travail polyvalente qui sache "lire" le flux d'informations, qui sache "travailler en communiquant". (Demontis, 2005)

§5-La cinquième conséquence est la prolifération du travail informel rendue aisée par la mondialisation des flux humains.

En second lieu, la théorie libérale finit par se retrouver sur le plan externe en porte-à-faux avec ses propres thèses sur la spécialisation internationale et les bienfaits de la division internationale du travail. Les « petits pays », les PED, sont, en effet, loin d'en avoir tiré les bénéfices tant vantés par les Ricardo, JS. Mill (1806-1873) et autres classiques ou néoclassiques. Dénonçant les manigances du libéralisme et des grandes institutions financières mondiales (FMI, Banque mondiale) Joseph Stiglitz (2003) écrit à ce propos: « La libéralisation a été programmée par les pays occidentaux pour les pays occidentaux ».

En marge de cette erreur de point de vue, nous noterons que les partisans du Libre – Echange eux-mêmes ne sont pas tous d'accord sur l'organisation mondiale de leurs

échanges, ni sur leurs effets et leurs divergences dans le cadre des négociations du GATT d'abord et de l'OMC ensuite le confirment.

Il est bien évident que personne n'avait pas la capacité (ou la volonté) de prévoir l'évolution de l'économie mondiale et du système-monde tels qu'ils sont en 2009.

Devant se tourner vers une troisième alternative qui leur assurerait une meilleure audience auprès des pays en voie de développement du Tiers monde, les pays riches –PDI – n'auront fait que réaménager leur système néolibéral. Quant à leurs théoriciens, Philippe Herzog (1970) dit qu'ils "*nient la valeur de la théorie marxiste comme théorie du système social où nous vivons*" et il se demande, en retour, "*dans quelle mesure les travaux économiques non marxistes peuvent servir comme ingrédients d'une « bonne » théorie du système capitaliste et de la pratique dans ce système ?*"

Les rédacteurs économistes de l'Encyclopédie estiment que la naissance de l'économie politique et ses développements ultérieurs en tant que discipline autonome sont étroitement marqués par le projet libéral : justifier le «*laissez-faire*» en montrant la supériorité du système des *marchés* sur toute autre forme d'organisation de la production et des échanges. Or, on peut se demander comment un fonctionnement harmonieux du système économique pourrait résulter de l'action décentralisée d'individus isolés, libres et égaux, guidés par leur (seul) intérêt personnel. (Hachette 1999)

Deux aspects semblent tout à fait inédits, dit encore De Montbrial (2009), et ils concernent tous deux la finance. L'informatique et la mathématique financière ont été logiquement les moteurs du développement des marchés mais les choses ont commencé à dérapier lorsque les financiers ont commencé à prendre les modèles mathématiques pour la réalité. C'est cet excès des calculateurs qui a faussé toutes les anticipations de l'avenir selon le libéralisme.

2^{ème} partie : Se dirige-t-on inéluctablement vers une troisième voie?

Ainsi, trois décennies après l'émergence des théories libérales et néolibérales, l'incertitude demeure et l'entropie gagne du terrain. La mondialisation – globalisation (Carre rouge, 2005) de la production et des échanges, la financiarisation des investissements, l'âpreté de la concurrence inter-capitaliste font désormais peser sur les peuples, sur la classe ouvrière et sur les citoyens en général, les risques d'un cataclysme planétaire : c'est toute une armée de chômeurs (armée de réserve selon Marx) qui couvre la planète ; la paupérisation jusqu'alors réservée aux seuls pays du tiers-monde gagne des secteurs entiers d'Europe et des Etats-Unis, frappant de plein fouet notamment leur jeunesse condamnée aux petits boulots, à la précarité, à la marginalisation, à l'exclusion puis à la drogue et à l'alcool. Désormais, la violence et le terrorisme ne sont plus l'apanage des seuls pays pauvres et sous-développés du Sud.

2.1-Mondialisation et Inégalités

La crise financière et bancaire, amorcée en 2007, éclatée en 2008 et propagée en 2009 représente la goutte qui aura fait déborder le vase. Les esprits dans l'Occident judéo-chrétien sont complètement déroutés à tel point que certains économistes se sont mis à orienter leurs recherches vers le système de la finance islamique qui, lui, n'aura pas été ébranlé par la crise. Ceci dit, il faut se rendre à l'évidence que chaque formation sociale possède sa propre culture, son modèle de consommation traditionnel, ses spécificités mais la diversité de ces caractéristiques n'a pas été totalement prise en compte par la théorie économique dominante.

Évidemment, d'après la théorie dominante, le rêve de tout un chacun serait d'être riche et même plus riche que les autres. Pour réaliser ce rêve, le souci de tout capitaliste serait de continuer à régner et de perdurer à l'infini en usant et abusant des facteurs de production comme il l'entend, à l'abri des raretés et, entre autres, en rendant les travailleurs « interchangeables » indéfiniment. Certes, beaucoup de travailleurs concrets pourraient l'être à l'intérieur de certaines catégories de qualification homogène. Mais, ce serait une idée absurde que de faire effectuer par exemple des travaux de portefaix ou de terrassier par un ingénieur, un médecin ou un biologiste (une telle situation n'existerait que dans deux cas surtout : en cas de chômage absolu et/ou en cas de sous-développement). Ces derniers ont coûté assez cher à la société qui leur a donné la formation indispensable à l'exercice de leurs fonctions spécifiques. Ainsi, du fait de la spécificité de leurs fonctions, ils sont capables tout de même de fournir plus de "valeur" dans leurs propres métiers. Entendons par là "valeur d'utilité sociale" surtout. (Boumendjel, 2003)

Tombant dans le piège du "*grand-père avec ses petits-enfants*" (image donnée par Jacques Austry), plusieurs PVD ont cherché à imiter les "*maîtres du monde*" (selon les termes de Joseph Stiglitz et de Jean Ziegler) pour tirer avantage des lois du libéralisme économique. En réalité, « le libre-échange a rarement déchaîné l'enthousiasme. L'histoire du commerce international est jalonnée de déceptions, même au cours du dernier demi-siècle, qui a été une période de croissance remarquable du commerce mondial. » (Harold, 1999).

Même les Etats-Unis d'Amérique, chantres du libéralisme, n'ont pas réussi à épargner à leur population les impacts négatifs du système dominant. D'ailleurs, depuis trois décennies environ, les chiffres parlent d'eux mêmes : l'essentiel de la richesse produite aux Etats-Unis depuis 1983 n'a profité qu'aux 1 % d'américains les plus opulents. Depuis 1970 et la fin du système d'économie mixte keynésienne, les revenus de cette catégorie privilégiée se sont envolés (+ 157 %), tandis que les salaires moyens réels n'ont progressé que de 10 %. Plus troublant encore est le fait que l'augmentation des dépenses de santé, de transports, de garde des enfants, dus presque toujours à des services publics absents ou démantelés, font que le revenu discrétionnaire d'une famille américaine moyenne avec deux enfants en 1970 est supérieur à cette même famille aujourd'hui, dans laquelle pourtant les deux parents travaillent ! C'est dire aussi que la machine inégalitaire libérale a su récupérer à son profit même la libération des femmes !

C'est à ces divers et multiples niveaux que la mondialisation a réussi à pénétrer les diverses économies nationales comme un cheval de Troie (image donnée par Maria Negreponi-Delivanis) "*pour enfoncer un clou de plus dans les cercueils du tiers monde misérable et impuissant*". Par l'intermédiaire des flux de capitaux sous le vocable trompeur d'investissement direct étranger, les multinationales capitalistes ont sucé la "*substantifique moelle osseuse*" des populations pauvres et pollué leur environnement sans en payer le moindre coût.

A titre d'exemple, en Amazonie (Equateur), l'activité industrielle de certaines multinationales avait complètement détérioré les conditions d'existence des habitants indigènes en polluant leur cadre de vie. La compagnie pétrolière internationale « Texaco » avait déversé le long des routes des tonnes et des tonnes de déchets d'hydrocarbures en faisant croire aux autorités nationales qu'il s'agissait d'empêcher la poussière de voler dans l'air et de gêner la circulation, ce qui était complètement faux dans la mesure où, dans la région concernée, il pleut pratiquement 90% du temps. En réalité, en agissant de cette façon,

la Texaco économisait les frais de reconversion ou de transformation des déchets quand elle ne peut s'en débarrasser. (Moriconi-Ebrard, 1996)

Aussi, « tout le monde n'a pas bénéficié des percées enregistrées dans le bien-être de l'humanité... Tant que la progression de la misère ne sera pas enrayée, l'écart entre les riches et les pauvres continuera à se creuser et la sécurité internationale mise en danger. » (Speth, 1997).

2.2-Mondialisation et Développement durable

De plus, le libéralisme à outrance ne semble pas vouloir épargner l'environnement. Certes, au Sommet mondial pour le "*développement durable*" de Johannesburg (Afrique du Sud – 26 août-4 septembre 2002), les Etats ont réaffirmé avec force leur attachement aux principes de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue à Rio de Janeiro en 1992 qui a défini les principes fondamentaux et le programme d'action permettant d'assurer un développement durable. Mais, selon leur rapport de septembre 2002, l'environnement mondial est encore fragile : "L'appauvrissement de la diversité biologique se poursuit, les ressources halieutiques continuent de diminuer, la désertification progresse dans les terres naguère fertiles, les effets préjudiciables du changement climatique sont déjà évidents, les catastrophes naturelles sont de plus en plus fréquentes et dévastatrices, les pays en développement de plus en plus vulnérables, et la pollution de l'air, de l'eau et du milieu marin empêche des millions d'individus d'accéder à un niveau de vie correct." (Article 13, page3)

Les participants à ce Sommet ont compris l'importance de la mondialisation économique et son rôle dans l'accentuation des problèmes cités en 1992 : "La mondialisation a ajouté une nouvelle dimension à ces problèmes. L'intégration rapide des marchés, la mobilité des capitaux et l'accroissement notable des flux d'investissements dans le monde entier sont sources de nouveaux défis, mais ouvrent aussi de nouvelles possibilités en matière de développement durable. Mais les avantages de la mondialisation, tout comme son coût, ne sont pas répartis équitablement, puisque à cet égard les pays en développement sont confrontés à des difficultés spécifiques." (Article 14, page 3). Faut-il admettre le fait que la mondialisation ne pourra pas se poursuivre sans un nouveau cadre institutionnel plus adapté. Tous les Etats du monde savent aujourd'hui que les institutions actuelles sont insuffisantes, surtout dans le domaine économique. Aussi, lancent-ils un appel d'urgence en direction des pays dominants pour " modifier radicalement leur vie" car " les pauvres de la planète risquent de perdre confiance dans les systèmes démocratiques auxquels nous demeurons attachés, ainsi que dans leurs représentants, qui ne leur apparaîtront plus que comme des voix qui s'époumonent dans le désert." (Article 15, page 3)

Dans son ouvrage consacré à la croyance économique, Lebaron a tenté d'expliquer l'hégémonie du modèle néo-classique et, dans la même perspective, l'utilisation sans cesse croissante des mathématiques et des graphiques qui ne mène à aucun résultat réaliste. C'est par ce recours forcé aux mathématiques que, selon lui, les économistes sont amenés à partager et faire partager une même croyance économique (Lebaron, 2000). C'est peut-être là aussi l'erreur des économistes de vouloir tout mesurer, tout calculer, tout quantifier, ramenant tout à des notions mesurables comme rentabilité, profitabilité, rendement, taux et taxes. Ainsi, dans beaucoup de PVD qui s'étaient mis à l'écoute du FMI et de la Banque mondiale, les gouvernements ont cherché à encourager des cultures à haute valeur ajoutée et en ont fait leur priorité en demandant à leurs agriculteurs de convertir leur petit hectare de

production de fruits, de légumes, de fleurs ou d'épices destinés à l'exportation. Les ministères de l'agriculture ont même offert des crédits (au taux du marché), des infrastructures, des services divers et même des exemptions d'impôts ainsi qu'une période de grâce de deux ou trois ans pour le paiement du loyer de la parcelle de terre attribuée. Apparemment, une telle politique agricole est bonne puisqu'elle était destinée à augmenter les recettes d'exportation des PVD. En réalité, à la suite des fluctuations des prix internationaux et du retrait impromptu de la demande étrangère, elle s'est finalement avérée désastreuse pour de nombreuses populations à bas revenus. En effet, celles-ci s'étaient retrouvées réduites à la misère et à la sous-alimentation du seul fait qu'elles ne cultivaient plus pour leur autosuffisance alimentaire comme auparavant mais pour garnir les tables des riches consommateurs étrangers. L'exemple nous a été donné déjà à la fin de 1995 par des Philippins traversant une crise alimentaire sans précédent quand des rumeurs de pénurie de riz, l'aliment de base, avaient fait subitement grimper les prix. La décision du gouvernement de Fidel Ramos d'importer 200.000 tonnes de riz thaïlandais et de bloquer les prix n'avait pu enrayer la spéculation : de 15 pesos (soit, 3FF environ) en avril 1995, le kilo de riz était passé à 18 pesos à la mi-juin et à 25 pesos (soit, 5FF) en septembre. Pour la majorité de la population, il s'agissait d'un coût inabordable et ce fut pratiquement le chaos social. (Gaudard, 1996)

L'on comprend pourquoi dès le début du Millénaire, la réaction des petits pays et des petits peuples a commencé par se faire sentir de façon de plus en plus régulière. Ainsi, après la réunion des pays industrialisés de Seattle de 1999 perturbée à l'extérieur des locaux par une manifestation populaire contre la mondialisation, en 2001, face à un Sommet des pays riches dit le Forum international économique à Davos (Suisse) qui s'est tenu sous très haute surveillance, il y a eu, à l'autre bout du monde, à Porto Allegre, au Brésil, une autre rencontre contre la mondialisation. Depuis, chaque fois que les riches organisent un FEM (forum économique mondial) ils trouvent en face d'eux un FSM (forum social mondial).

Désormais, il devient clair aux yeux de n'importe quel citoyen du monde que les paradigmes du blocage du développement peuvent être résolus par la prise de conscience du phénomène et de ses impacts négatifs sur le cours de la vie.

Conclusion générale

Le monde entier est aujourd'hui à la recherche d'un nouveau mode de vie qui fasse l'équilibre entre expression des besoins et offre des biens et d'un modèle de développement adapté qui conjugueraient réduction des inégalités, croissance économique, responsabilité et investissement environnemental, et, à l'échelle de la planète, rapport, échange et partage du pouvoir plus équitables dans une perspective forcément multipolaire. Il s'agit aujourd'hui d'une véritable prise de conscience qui n'est rien d'autre que l'expression du refus des mécanismes de coordination néolibérale et du rejet des effets de la mondialisation et de la globalisation. Comme l'a écrit la candidate aux élections présidentielles françaises de 2007, Ségolène Royal qui s'adressait à la nouvelle présidente de l'Argentine Cristina Kirchner : *« je suis curieuse de voir de plus près comment un pays plein de potentiel mais acculé à la faillite par le dogme du "consensus de Washington" a repris en mains ses affaires en s'affranchissant de cette idéologie ultra-libérale et en redonnant à l'Etat un rôle d'impulsion et de régulation »*. En effet, il y a quelques années à peine, l'Argentine connaissait une crise économique, financière et sociale qui s'était traduite par un effondrement de plus de 11% de son PIB, par un endettement record (111 milliards d'euros)

sans capacité de remboursement, par une paupérisation massive des couches moyennes et par un basculement de 50% de la population en dessous du seuil de pauvreté. Aujourd'hui, sa croissance tourne autour de 8% ; de plus, 2,5 à 3 millions d'emplois ont été recréés ; la dette de l'Etat a été restructurée par des mesures rigoureuses qui portent leurs fruits et le prêt accordé par le FMI a été remboursé par anticipation en même temps que l'ancien gouvernement de Nestor Kirchner s'affranchissait de cette désastreuse tutelle. Enfin, la dévaluation du peso n'a pas débouché sur l'adoption du dollar. Ce bon résultat découlerait du refus du dogme libéral du marché et de ses deux lieutenants : la mondialisation économique et la globalisation financière. Le développement durable passera-t-il désormais par un tel refus ?

Dans le même esprit, le professeur Dupriez Pierre (2007) écrit à ce propos ceci : "la mondialisation s'appuie sur une modernité plus individualiste, plus matérialiste et *a-temporelle* qui, au niveau des principes, a érigé le marché en valeur universelle. Ce système de valeurs interpelle le monde d'aujourd'hui comme le monde de demain. Il nous interpelle par son besoin d'hégémonie, par les insatisfactions qu'il suscite et par les tensions et les conflits qu'il peut alimenter. (...) La culture de demain devrait proposer une *vision du monde* capable de dépasser les impasses économiques, sociales et culturelles de la modernité. Elle devrait anticiper les évolutions futures, parier sur l'homme qui devrait en rester ou en redevenir le sujet principal et proposer une refondation radicale de l'organisation de la vie en société qui puisse recomposer ce que la modernité occidentale a séparé." C'est peut-être cela aussi la troisième voie que nous proposons pour lutter contre les lois impitoyables du marché, car si le marché est un bon serviteur, il est un mauvais maître, et pour se débarrasser de l'égoïsme local, national et international des individus et des états à la recherche ininterrompue de l'énergie au moindre coût.

Mais, le capitalisme⁽⁵⁾ ne serait-il pas en train de s'autodétruire déjà?

Note et Références bibliographiques

1- Dr d'Etat en économie du développement, enseignant chercheur de la Faculté des sciences économiques et de gestion – Université Badji Mokhtar d'Annaba. E-mail : <bohm_engel2005@yahoo.fr>

2- L'émir Abdelkader (1808-1883) a longtemps résisté à la pénétration coloniale française en Algérie. Homme d'une culture exceptionnelle et poète, fondateur d'un état moderne, humaniste et mystique, il ne cessa d'œuvrer au rapprochement de l'Orient et de l'Occident et au dialogue des cultures et des religions.

3- Publié en 1961, à une époque où la violence coloniale se déchaîne avec la guerre d'Algérie, saisi à de nombreuses reprises lors de sa parution aux Editions François Maspero, le livre de Frantz Fanon intitulé *Les Damnés de la terre* et préfacé par Jean-Paul Sartre, a connu un destin exceptionnel. Il a servi – et sert encore aujourd'hui – d'inspiration et de référence à des générations de militants anticolonialistes (et, donc, anticapitalistes). (<http://livre.fnac.com/a1521523/Frantz-Fanon-Les-damnes-de-la-terre?PID=1>)

4- http://www.wto.org/english/res_e/statis_e/its2008_e/charts_e/chart01.xls

5- *Le capitalisme est en train de s'autodétruire* de Patrick Artus (Auteur), Marie-Paule Virard (Auteur) ; Editeur : Editions La Découverte (5 octobre 2005) ; Collection : Cahiers libres ; ISBN-10: 270714701X ; ISBN-13: 978-2707147011

Amis de Carre Rouge (Les), 2005. Présentation de Carré Rouge, http://www.carre-rouge.org/article.php3?id_article=1

Artus P, 2005. *Le capitalisme est en train de s'autodétruire*. Editions La Découverte (5 octobre 2005) ; Collection : Cahiers libres

Austruy J, 1992. La chenille et le papillon – économie des métamorphoses. Ed. Cujas- Paris –p97 ; p97 ; p72 ; p105

Austruy J, 1965. Le scandale du développement- éd. Rivière et Cie

Bornschiefer V, 1983. World Economy, Level Development and Income Distribution: An Integration of Different Approaches to the Explanation of Income Inequality – Revue *World Development* – Vol.11, N°1, Janvier 1983. Publiée par Pergamon Press Ltd- Oxford-New York-Toronto-Sydney-Paris-Frankfurt-p11:

Boumendjel S, 2003. Vérité des faits et crise de la science économique : thèse de l'énergie (ou Contribution à l'explication de la crise de la Science économique et de ses lois : L'économie politique orthodoxe reflète-t-elle la vérité des faits et ses lois sont-elles celles de l'énergie ou celles de l'égoïsme?) –Revue *Tawassol*, Université Badji Mokhtar d'Annaba 10 de mars 2003 –pp 62-65

Bouriche R, 2007. Vers la nécessité de mobilisation des savoirs – Le quotidien d'Oran du jeudi 2 août 2007

Bouzidi K, 2009. La fracture technologique Nord-Sud en quête... de recherche et d'innovation – El-Watan du samedi 27 juin – <http://www.elwatan.com/La-fracture-technologique-Nord-Sud>

Brasseul J, 1989. Introduction à l'économie du développement- éd. A. Colin.

Dahmani M, 1987. Les voies du développement dans l'impasse– OPU, Alger –p14

Demontis G, 2005. Nouvelles formes de travail, réseaux de coopération et participation démocratique –http://lrd.yahooapis.com/_ylc

Denis H, 1967. Histoire de la Pensée Economique –Thémis, PUF.

Djebari Y, 1991. Les fondements de l'étatisme économique en Algérie–études et dossiers – « la vie économique » N°4 –pp2-3

Duchesne Y, Utls –Université de tous les savoirs. <http://www.canalu.fr/canalu/chainev2/utls/programme/142/vHtm/0/canalu/affiche/> – L'impact de la mondialisation sur l'entreprise

Dupriez P, 2007. Un monde en quête de sens, Une lecture culturelle de la mondialisation –Colloque international Mondialisation et développement –FSEG et CEDIMES, 10 et 11 septembre, Annaba.

Erbes R, Economie –Relations économiques internationales et système monétaire international. in CD- Encyclopædia Universalis 8.0

F.M.I, 1995. Perspectives de l'économie mondiale – mai – étude effectuée par les services du FMI-Washington – p81.

Friboulet J, 1997. Développement économique et social. in CD-Encyclopædia Universalis 8.0.

Gaudard C, 1996. La sécurité alimentaire sacrifiée au commerce international aux Philippines, des paysans en lutte contre les « développeurs » – le Monde diplomatique N°508 de juillet – p26

Hachette, 1999. CD Encyclopédie Hachette 99 Multimédia.

Halimi S, 2004. Le grand bond en arrière, ou Comment l'ordre libéral s'est imposé au monde – édition Fayard (17 mars 2004) <http://www.syti.net/LivresPlanete.html>

Harold J, 1999, The International Monetary System Since Bretton Woods (New York, Oxford university Press et FMI, 1996)-in Harold J. La libéralisation pourrait-elle faire marche arrière ? –Revue Finances et développement du FMI, décembre – p11

Herzog P, 1970. Eléments pour une critique des théories de la croissance– Revue économique– N° 2, mars –p204

Jalee P, 1973. Le pillage du Tiers monde- Maspero, Paris –p171.

Jeune Afrique, 1999, N°1980-1981 du 22-12-98 au 4-1-1999 – Article de Sengegera, « un holocauste oublié » tiré du roman de Joseph Conrad « *Au cœur des ténèbres*».

Kafi A, 2002. Du militant politique au dirigeant militaire. éd. la Casbah, Alger.

Lebaron F, 2000. La croyance économique: les économistes entre science et politique. Seuil, collection Liber. p134, in Dreux G, Nouveau millénaire, Défis libertaires. <http://libertaire.free.fr/index.html>

Lebret L.J – Suicide ou survie de l'Occident –éditions Économie et Humanisme- Les éditions ouvrières, Paris, 1968- p198

Marchal A, 1963. Systèmes et structures. PUF éditions. Paris

- Martin H, 2003. La mondialisation racontée à ceux qui la subissent. Editions Climats (15 avril) – Collection Essais
- Mebtoul A, 2007. Petits calculs et grandes questions sur les salaires – Le quotidien du mardi 30 octobre –p7
- Montbrial T, 2009. Les excès de l'ère Reagan-Thatcher sont révolus. La Tribune.fr - 05/08/2009
- Moriconi-Ebrard F, 1996. Angoisses injustifiées et erreurs des experts / Explosion urbaine, le sens de la démesure – *Pauvreté des espaces ou des individus ?* – Le Monde diplomatique –N°508– juillet 1996– p13.
- Nations Unies, 2002. Rapport du Sommet mondial pour le développement durable qui s'est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud), les 26 août-4 septembre 2002
- Negrepointi-Delivanis M, 2007. Mondialisation : innocente et conspiratrice – Colloque international Mondialisation et développement –FSEG et CEDIMES, 10 et 11 septembre, Annaba.
- Plenel E, dans le Monde.fr du 22 avril 2005 – Cette loi déshonore la République ou Une loi qui valorise le colonialisme –de l'ouvrage d'Olivier Le Cour Grandmaison : Coloniser, Exterminer – Fayard – 2005. Site "Nouveau millénaire, Défis libertaires" – <http://1libertaire.free.fr/index.html>–
- Ravignan A, 2008. Les inégalités de la croissance mondiale. Alternatives Economiques – Hors série n°78 – Octobre
- Segolene R, 2007. Lettre à Kirchner Christina –Blog de r-sistons du Lundi 29 octobre : L'Argentine s'émancipe de Washington, et ça lui réussit ! – Site Internet : <http://r-sistons.over-blog.com/>
- Speth J, 1997. in Thiam M, 17 octobre, journée de la pauvreté : « 10 ans pour réussir l'impossible » – Le Calame - N° 200 du lundi 20-10-1997 (hebdo indépendant de la Mauritanie) p4.
- Stiglitz J, 2003. La Grande Désillusion – Editeur : Le Livre de Poche (24 septembre 2003) – Site : Amazon.fr : http://www.amazon.fr/exec/obidos/ASIN/2253155381/sytinet-21/402-4192828-5534560?_encoding=UTF8&camp=1642&link_code=xm2
- Vernieres M, 1972. Travail et croissance – Essai sur le rôle du facteur travail au cours du processus de croissance – éditions Cujas – Préface de Jacques Lecaillon.
- Wallerstein I, 1979. Sous-développement et dépendance – traduction française de Michel Janin de l'ouvrage original intitulé « the capitalism world economy » –éditions de Cambridge University Press.